**L’UNIVERSALISME EN CRISE**

Printemps 2021

 Jean-Pierre KERTUDO

**Table des matières**

[***Introduction*** 3](#_Toc72167400)

[***L’universalisme occidental triomphant*** 5](#_Toc72167401)

[***La division des universalistes*** 6](#_Toc72167402)

[***La remontée en puissance de l’universalisme*** 9](#_Toc72167403)

[***Le nouvel examen de conscience occidental*** 12](#_Toc72167404)

[***Les rejets de l’universalisme occidental*** 14](#_Toc72167405)

[***Conclusions*** 19](#_Toc72167406)

# ***Introduction***

L’universalisme contemporain est une invention du 18ème siècle européen. Il est profondément occidental. Comme toutes les inventions, celle-ci ne s’est pas créé ex-nihilo. Les philosophes des « Lumières » ont largement puisé aux sources antiques qu’ils ont actualisées.

L’universalisme postule que le genre humain est une entité particulière au sein de la nature et du monde des êtres vivants. Entité qui se distingue radicalement de son milieu car ses membres disposent d’une faculté de penser dont se trouvent dépourvues toutes les autres espèces, tant animales que végétales. L’universalisme se présente donc comme un humanisme et comme un idéal à incarner. Il s’est affirmé à une époque où notre monde avait été presque totalement exploré, tout en restant encore l’objet de multiples découvertes. Sa théorie impliquait la reconnaissance d’une égalité essentielle entre les humains. Ses fondateurs tout en la reconnaissant dans son principe, pour la majorité d’entre eux, ont cependant laissé substituer d’importantes ambiguïtés. Source puissante de nos débats actuels.

Deux des piliers fondateurs de l’universalisme ont permis de susciter l’adhésion des peuples. Le premier repose sur l’idée que les institutions, les droits, les mœurs des sociétés qui en ont adopté les principes, surpassent en légitimité celles de toutes les autres groupements humains occupant la planète. Le second, corollaire du premier, implique que la civilisation occidentale rayonne dans l’ensemble du monde et guide sa marche.

Les grands pays occidentaux ont longtemps partagé la même conception de l’universalisme. Tout en divergeant à propos du contenu des modèles de gouvernance en présence et, aussi au sujet des méthodes utilisées pour leur promotion universelle.

Le lien de consanguinité entre l’universalisme et la démocratie est, dès l’origine, apparu comme indissociable, le premier des deux couvrant un spectre beaucoup plus large et ne se limitant pas à la question des institutions politiques.

Néanmoins, l’idée directrice de tout ce système de de pensée et de vie se résume dans un petit nombre de principes-clés : la souveraineté du peuple, les droits « naturels » des individus, la prohibition des tyrannies, le primat de la liberté, l’égalité des humains. L’ensemble étant inspiré par une foi en la Raison et la possibilité de maîtriser nos affects.

La doctrine universaliste moderne s’est élaborée dans un contexte historique dont on ne saurait ignorer le caractère particulier : l’essor du capitalisme manufacturier impulsé par les avancées sans précédent des sciences et des techniques. Elle va se révéler totalement en phase avec la révolution bouleversant les modes de production ancestraux. Leur symbiose favorise puissamment l’éclosion d’une religion du « progrès » humanitaire et matériel qui fera reculer dans les esprits l’emprise immémoriale des croyances religieuses. Les penseurs répandront, à leur encontre, l’idée neuve de la possibilité du bonheur sur terre.

Le bel idéal dont on vient de survoler les caractéristiques a très tôt engendré des oppositions invoquant des distorsions entre les principes idéaux proclamés et les réalités vécues.

Dans un premier temps l’universalisme des Lumières va dominer en Occident. Jusqu’au premier conflit mondial, soit durant plus d’un siècle. Son règne sera néanmoins marqué par la montée d’oppositions minoritaires. Lesquelles ne récuseront pas les principes fondateurs, mais dénonceront les lacunes de leur mise en pratique et, pour certaines, leur pure et simple violation. Elles viseront à changer les politiques et les pratiques sociales, soit en les réformant, soit en les révolutionnant.

Dans un second temps historique les universalistes de diverses obédiences politiques et philosophiques vont se diviser en camps radicalement opposés avec la montée en puissance des communismes, des fascismes, du nazisme. Le point de départ de cette division peut être daté en retenant l’année 1917 où s’est produit l’effondrement du tsarisme suivi peu après du coup d’Etat léniniste ambitionnant d’annihiler les classes bourgeoises porteuses de l’universalisme des Lumières afin de substituer à leur domination celle des prolétariats. Il va durer jusqu’à l’implosion et la décomposition de l’Union soviétique symbolisé par la démission en 1991 décidée par GORBATCHEV de sa fonction de président.

Un troisième temps s’ouvrira alors qui va se scinder en deux périodes. La première verra ressurgir l’universalisme traditionnel avec l’utopie de la fin de l’histoire conflictuelle du passé et le caractère indépassable de la démocratie libérale. Elle reposera sur l’affirmation de « l’hyperpuissance » des Etats-Unis et sur sa fonction de gendarme universel. Elle ne durera que quelques années.

Puis s’ouvrira une nouvelle période, l’universalisme occidental se voyant rongé de l’extérieur et, encore plus, de l’intérieur. La période s’étendra entre la dernière décennie du siècle précédent et notre actualité immédiate.

S’il faut bien reconnaître que l’universalisme des Lumière bat de l’aile, il faut impérativement s’expliquer pourquoi et à quelles conditions il mériterait d’être restauré.

Notre essai va parcourir les trois temps qui viennent d’être délimités dans le temps. Pour, ensuite, présenter un plaidoyer en faveur de sa préservation conditionnée par une rénovation.

## ***L’universalisme occidental triomphant***

L’universalisme moderne, comme il a été dit, a été fondé sur un postulat : l’unité du genre humain d’où découle sa spécificité radicale. Il s’oppose, doctrinalement, aux privilèges de naissance, de configuration physique, de race. Il se présente comme un idéal englobant les vies personnelles comme les vies sociales à base de liberté et d’égalité. Sa date de naissance se situe au 18ème siècle, avons-nous dit, à une époque où le monde qui compte représente une petite fraction de la population mondiale, le reste étant soit laissé dans l’ombre, soit labellisé comme sauvage à civiliser. Soit une vision comportant une contradiction interne de très grande importance, portant atteinte à l’égalité fondamentale du genre humain. A l’origine des mises en cause dont sa civilisation fera justement l’objet. L’universalisme dont nous parlons, tout inspiré qu’il soit par le passé gréco-romain, est le produit des révolutions antimonarchiques qui ont eu lieu en Grande-Bretagne[[1]](#footnote-1), en France et aux Etats-Unis. On attribue sa paternité idéologique aux intellectuels rassemblés sous l’appellation prestigieuse de « Lumières ». Il est indéniable que les Voltaire, Montesquieu, Diderot, Rousseau et autres ne se sont jamais unifiés pour produire une vision commune de l’universalisme. Mais ils se sont rejoints sur la contestation des systèmes de valeurs et des régimes politiques qui, à leur époque, réservaient les pouvoirs et les richesses à des minorités. Les principes de liberté et d’égalité, constitutifs de la doctrine, ne se sont pas établis sans luttes. Luttes d’indépendance aux Etats-Unis, luttes intereuropéennes sanglantes. Les républicains s’opposeront, pendant des décennies aux monarchies régnantes en Europe avant que celles-ci finissent par s’effacer de l’histoire.

L’idéal universaliste postule donc que sa conception du monde, de sa morale, de ses politiques, est la meilleure et qu’elle mérite de faire école dans le monde entier. Il ressuscite, des siècles plus tard, le modèle de la démocratie athénienne tout en refoulant les aspects fâcheux comme le maintien de l’esclavage et l’exercice du pouvoir par des oligarchies. Il entre en résonnance puissante avec le messianisme des religions révélées dans la mesure où elles combattent les paganismes avant de les faire reculer car accusées de rénover les anciennes superstitions. Les clergés occidentaux multiplieront de par le monde les missions évangélisatrices puis se trouveront, elles-mêmes contestées et combattues.

Concevoir l’expansion de l’universalisme comme le produit exclusif d’un rayonnement intellectuel planétaire des européens et des américains du nord ne résiste pourtant pas à l’examen des faits. Le substrat des valeurs occidentales dominantes repose sur le génie des découvreurs scientifiques et techniques, sur la mise en œuvre de leurs créations dans une véritable révolution des modes de production en vigueur et sur l’édification d’un capitalisme manufacturier. Les nouveaux modes de production rejoignent ainsi l’idéal tout en le modifiant assez profondément. Les instruments de puissance matérielle s’emploient à transformer les infrastructures des vies communes, les modes de vie individuels au sein des nations. Ils servent, aussi, à développer, des moyens policiers et militaires utilisables et utilisés pour faire régner tant à l’intérieur qu’à l’extérieur, un Bien universaliste qui ne fera jamais l’unanimité.

La constitution des grands empires coloniaux du 19ème siècle a donc eu lieu en combinant l’idéal officiel avec l’usage massif de la trique. Le concept de races inférieures à convertir aux bienfaits de la civilisation occidentale réinterprète une doxa universaliste des débuts qui n’avait pas été très claire à ce sujet, c’est le moins qu’on puisse dire. On va assister alors à une multiplication des comportements de nature schizophrène de la part des élites. Si les races inférieures ont vocation à rejoindre les étages supérieurs de la civilisation il faut combiner l’effort de conviction avec la pression des armes. Le français Jules FERRY créé dans son pays un enseignement républicain imprégné des nobles idéaux universalistes. En même temps, il reste adepte de la soumission par la force des populations colonisées lorsqu’elles se montrent rétives aux bienfaits de la civilisation importée et se rebellent pour chasser les industriels étrangers. Il en va de même pour l’anglais C. RHODES, premier ministre de la colonie du Cap durant un demi-siècle[[2]](#footnote-2) multipliera les donations aux universités britanniques prestigieuses tout en spoliant avec bonne conscience les indigènes de l’Afrique du sud.

L’universalisme mérite donc d’être interprété comme la composante idéale d’un réel plus complexe et assez différent dominé par l’expansion matérielle de la civilisation occidentale grâce à ses modes de productions, ses découvertes scientifiques, ses institutions, ses moyens militaires, l’avidité de ses prédateurs.

Les sociétés universalistes ont toutes fini par reconnaître que la démocratie était le meilleur régime de gouvernement. W. CHURCHILL prétendra, bien plus tard, qu’elle était le pire des régimes politiques à l’exception de tous les autres. La démocratie repose sur la liberté d’expression des conflits à condition de respecter l’ordre public, c'est-à-dire le bannissement des violences physiques et privées, une limitation, aussi, des agressions verbales. Le régime est reconnu comme fragile car il ne peut se maintenir que par son attractivité dans les mentalités citoyennes. Tant que l’occident règne sans partage sur le monde, économiquement, militairement, intellectuellement, la démocratie connaît ses jours les plus fastes. Ils se révéleront assez brefs.

## ***La division des universalistes***

Le triomphe, éclatant de l’universalisme, tout au long du 19ème siècle n’a jamais fait l’unanimité. Il s’est toujours accompagné de contestations comme on l’a rappelé. Les fissures entre ses adeptes vont s’agrandir à l’intérieur des sociétés sous l’influence grandissante des mises en question socialistes, communistes, anarchistes. Ces opposants ne remettent pas en cause les valeurs ni les principes mais accumulent des preuves incriminant leur trahison de la part des pouvoirs établis, politiques et économiques. Ils développent la critique, déjà très ancienne, de l’ordre bourgeois qui a reconnu la souveraineté juridique des peuples sans que les droits accordés ne se traduisent dans la vie quotidienne des travailleurs. Les mouvements de gauche conservent donc leur foi dans l’universalisme de base mais se réclament d’une application effective au bénéfice des prolétaires. Ils puisent leurs forces dans l’émergence d’un salariat participant activement, à l’édification de la puissance industrielle des nations dominantes sans en recueillir beaucoup de fruits. La première révolution industrielle des 18 et 19èmes siècles, analysée par Marx et les grands économistes classiques, aboutit à la création de grandes manufactures, à base de charbon, de fonte et d’acier, à une expansion inédite des infrastructures de transport et de communication, à la production d’armements d’une efficacité jamais atteinte auparavant. Les bourgeoisies capitalistes qui en sont les artisans accueillent, si l’on ose dire, dans leurs usines, une main-d’œuvre abandonnant le travail de la terre. Elles rétribuent à minima leurs salariés en profitant de l’abondance des ressources humaines disponibles. Mais, aussi, en raison des besoins considérables de profits nécessaires aux investissements. Le processus qui attise les tensions sociales n’est pas tant l’édification d’un monde de production nouveau auquel adhérent les nouveaux prolétaires que leur exclusion de ses bénéfices alors même que se constituent les grandes fortunes des magnats de la nouvelle économie avec étalage sans discrétion de leurs trains de vie princiers.

L’immense boucherie guerrière qui se déclenche en Europe au courant de l’été 1914, n’ébranle pas, à son début, l’idéologie universaliste. Le nationalisme qui déferle dans toutes les classes sociales ne le récuse pas le moins du monde. Chacun des adversaires prétend en être l’incarnation humaniste. Les tentatives désespérées d’un JAURES pour mobiliser les socialistes des pays belligérants afin qu’ils s’unissent pour imposer la paix au nom de l’unité ouvrière échouent on ne peut plus clairement. Les ferveurs patriotiques l’emportent. C’est dans les années suivantes, après 1918, à la fin du conflit mondial que les bilans s’élaboreront et s’opposeront. Ils s’avèrent désastreux pour le prestige des puissances consacrées comme civilisées. Que les nations-phares se livrent, entre elles, avec, pour les français et les britanniques, les forces supplétives de leurs empires coloniaux, à un tel carnage, amènent les forces populaires intérieures et les colonisés extérieurs à penser qu’un vers corrompt le fruit universaliste. La légitimité des gens de pouvoir régresse dans l’imaginaire de grandes masses des populations. Le Traité de Versailles en juin 1919 préfigure de futurs désastres pour la civilisation européenne. Les alliés vainqueurs, désunis sur de nombreux plans, échoueront à édifier un nouvel ordre mondial stabilisé, ce qu’avaient réalisé auparavant les traités de Westphalie et de Vienne.

A la fin de sa séquence triomphale, dans la seconde décennie du 20ème siècle, l’universalisme traditionnel a été profondément endommagé mais n’a pas disparu. Les classes dirigeantes conservent encore une très grande influence intellectuelle, spirituelle, morale. Les contestataires disposent de la force du nombre mais les progrès de l’éducation, d’ailleurs, configurée par les pouvoirs en place, ne leur permettent pas de faire prévaloir leurs désirs de changement. Ce sont des transfuges de la bourgeoisie dominante, des intellectuels pour la plupart, qui vont s’ériger en libérateurs des masses prolétariennes, lesquelles, faute de mieux, accepteront de leur confier le portage de leurs revendications.

La césure politique et sociale dans le monde occidental devient ultra-conflictuelle après que les léninistes aient pris le pouvoir en octobre 1917 et se proclament les acteurs décisifs de l’accouchement d’un ordre nouveau. La bataille des valeurs, en Occident, prend une tournure qui va s’accomplir dans la transgression des normes admises et dans la violence des fractures de classes. Il ne faudra pourtant pas très longtemps avant que l’idéal communisme, son universalisme prolétarien totalement hostile à l’universalisme bourgeois, divergent des idéaux affichés d’avec les actes politiques, économiques, sociaux. Les compagnons de route du communisme, particulièrement influents en France, se refuseront pendant longtemps à jeter un regard dépassionné sur les réalités du soviétisme en professant, conformément à leur culte des abstractions, que l’essentiel de leurs combats politiques devait résider dans la mise hors d’atteinte de critiques pouvant aboutir à la remise en cause des idéaux proclamés. A partir de là, les forces et les organisations populaires européennes vont se diviser, entrer dans une guerre inexpiable. Moins en s’opposant à propos des idéaux ultimes, mais au sujet de la façon de les réaliser. Les mouvements d’émancipation, dans les possessions coloniales, épousant par trop les confrontations de leurs anciens maîtres, vont s’en trouver affaiblis durant des décennies.

L’ébranlement communiste dans les premières décennies du 20ème siècle émeut fort peu les Etats-Unis qui continuent à se penser, bien au-delà des élites, comme la meilleure société que le monde n’ait jamais connue. Les américains du nord placent la liberté au sommet de leurs valeurs, l’égalité ne venant qu’au second rang[[3]](#footnote-3). Leur civilisation comporte une très importante dimension messianique et peut difficilement fonctionner sans l’existence d’ennemis extérieurs à combattre. Les européens, à leurs yeux, ont bien conçu l’universalisme, mais échoué à le mettre en œuvre. Il revient aux américains, héritiers d’anciens opprimés, de porter le flambeau des libérations.

A la différence des Etats-Unis, le soviétisme d’avant la guerre froide perturbe terriblement l’Europe. La lutte des classes se trouve portée à l’incandescence car elle prolifère à la fois entre les bourgeoisies et entre les gens ordinaires. L’Italie verse dans le fascisme au début des années 20. Pour des raisons complexes mêlant le politique et le social. Au départ, le fascisme n’a rien d’un mouvement populaire. Il rassemble des anciens combattants déçus du Traité de Versailles et des hommes de main (souvent les mêmes) financés par les grands propriétaires fonciers. Puis il deviendra populaire après s’être imposé face à un système politique démocratique en état de décomposition avancée. L’universalisme fasciste se rétrécira ensuite à l’ambition de devenir un nouvel impérialisme colonial, massacrant les populations d’Erythrée et de Libye. Le nazisme germanique, pour sa part, a beaucoup profité d’un double assassinat. Un assassinat interne dû aux incohérences des soutiens initiaux de la République de WEIMAR ainsi qu’à la destruction que se sont acharnées à provoquer des forces politiques populaires, socialistes et communistes, devenues radicalement opposées. Assassinat externe, aussi, émanant de la grande puissance, universaliste, les Etats-Unis en proie à la grande crise de 1929, qui rapatrie de grandes masses de capitaux antérieurement investis (à court terme) en Allemagne.

Dans les années trente du siècle précédent, les démocraties occidentales et leurs idéaux universalistes atteignent un niveau de dévalorisation exceptionnel. Les classes dirigeantes européennes se divisent comme jamais. Une forte proportion d’entre elles voient dans les régimes dictatoriaux qui s’installent, un moyen privilégié de contrecarrer la progression du collectivisme. Une autre refuse une telle solution. Résultat final : l’affaiblissement sans précédent de toutes les valeurs, de tous les principes qui fondent les démocraties.

Toutefois, de tels troubles ne parviendront pas à mettre à terre l’universalisme occidental. Tandis qu’il dépérit en Europe, les Etats-Unis poussent les feux d’une seconde révolution industrielle. A la différence de la première dont elle bénéficie des acquis au plan des infrastructures de base, elle s’engage dans la production à grande échelle de biens durables et de consommation courante. Pour les écouler, il faut des clients capables de les acheter. Les entrepreneurs, contrairement à ce qui c’était passé lors de la première révolution industrielle, secondés par les Etats, favorisent l’augmentation du pouvoir d’achat des salariés. Ils parviennent à démentir les sombres prévisions des marxistes fondées sur une époque révolue du capitalisme, à enclencher un cycle de croissance auquel adhèrent les populations. Cette évolution majeure va se terminer, dans un premier temps lorsque les folies spéculatives et les ignorances des dirigeants précipiteront leur expérience dans une crise de grande envergure en 1929. Il n’en reste pas moins qu’une piste de survie de l’universalisme a été défrichée, les travaux de génie civil ayant été, momentanément, interrompus.

Le déclenchement du second conflit mondial produira une alliance temporaire entre l’URSS dictatoriale et les démocraties décadentes des années trente. Le temps d’abattre le nazisme et le fascisme. Les rivalités idéologiques, entremêlées avec les intérêts sont suspendues mais non effacées. Elles reprennent de plus belle avec la guerre froide. Ce qui reste de l’Europe libérale est anéanti, les Etats-Unis prenant le gouvernail de l’occident. Les empires coloniaux du vieux continent vont se décomposer inexorablement. Les confrontations mondiales qui suivront se dérouleront à l’ombre de la menace d’une guerre nucléaire que les soviétiques comme les américains finiront par exclure de leurs relations diplomatiques et militaires. Les adversaires ne s’affrontent militairement que dans les théâtres secondaires des anciennes colonies occidentales.

La guerre froide arrive à son terme à la fin du siècle précédent avec l’implosion et la dissolution juridique de l’URSS. L’universalisme occidental a mis à terre son ennemi. Les facteurs idéologiques ont joué un rôle dont on ne saurait minimiser l’importance. Ne les surestimons pas. Ils se sont très fortement appuyés sur la supériorité du monde de production capitaliste et les terribles faiblesses de son adversaire. S’ouvrira alors une nouvelle période dominée par l’hyperpuissance américaine et l’affirmation renouvelée de son messianisme congénital.

## ***La remontée en puissance de l’universalisme***

Elle se produit dans un contexte historique dont il faut souligner la particularité. A l’époque, aucune puissance dans le monde ne peut sérieusement s’opposer aux lignes directrices de la politique américaine. Son appareil militaire surpasse de très loin tous les concurrents possibles. Il s’agit, cependant, d’une nation en difficulté structurelle. Son modèle de développement, fondé sur la seconde révolution industrielle, celle des biens de consommation courants et durables a conquis les clientèles solvables sans pouvoir les élargir. Les américains du nord, après avoir soumis le Japon et l’Europe, assistent dépités à leur résurgence économique qui se produit plus à leur détriment qu’à leur bénéfice. G. BUSH, élu en 1989 comme Président des Etats-Unis affirmera haut et fort que la civilisation occidentale n’a plus d’adversaire qui compte dans le monde et que ses modes de produire et de vivre sont redevenus des modèles universels. Les dictatures doivent être abattues. Il est jugé préférable qu’elles disparaissent par des révoltes et révolutions internes. Mais si les peuples ont été trop muselés il importe de les aider de l’extérieur. G. BUSH et son équipe vont ainsi intervenir militairement, à la tête d’une coalition internationale afin d’empêcher le dictateur irakien S. HUSSEIN de s’approprier les champs pétroliers du QUATAR. Opération militaire pleinement réussie. Le président américain, une fois la défaite de son adversaire accomplie, aura la sagesse de renoncer à changer le régime qui soumet les populations chiites, majoritaires, à la loi des minorités sunnites mieux éduquées. Il se contentera de placer le pays sous embargo lequel affectera gravement la population et donnera lieu à de multiples violations, y compris de la part de membres de l’OTAN (dont la France). C’est l’époque où les Etats-Unis sont qualifiés « d’hyperpuissance » régulatrice irremplaçable de l’ordre mondial.

Les attentats aériens détruisant le World Trade. Center, endommageant le Pentagone, le 11 septembre 2001, conçus et réalisés par la fine fleur de la grande bourgeoisie saoudite, vont faire évoluer puissamment la ligne stratégique américaine. A son messianisme de toujours vient s’ajouter un puissant désir de venger l’affront et ses milliers de morts[[4]](#footnote-4). Le concepteur principal des attaques, BEN LADEN, fils d’un magnat du BTP saoudien, a créé le mouvement terroriste Al Qu’Aïda depuis sa base d’Afghanistan. Il est soutenu, dans ce pays, par le régime islamiste des talibans. Dès octobre, sous la Présidence de G.W. BUSH, fils de George, les Etats-Unis montent une coalition de nations occidentales pour mettre à bas ce régime qui s’effondrera rapidement. La soif de revanche ne va pas s’arrêter là.

G.W. BUSH, fils du vainqueur de la première équipée irakienne, élu Président de justesse, s’est entouré de conseillers néo-conservateurs, radicalisant les positions de son père et estimant, non seulement, que les terroristes doivent être châtiés partout où ils sévissent, mais que la démocratie peut s’implanter par la force des armes lorsque les populations soumises ne peuvent pas s’émanciper par elles-mêmes. C. POWELL, chef d’Etat-major des armées, sera chargé de la mission impossible visant à démontrer au monde onusien que le dictateur irakien développe la production d’armes de destruction massive. L’avenir prouvera qu’il n’en était rien. Sauf que la fausse démonstration a servi à justifier une nouvelle intervention, militairement très réussie, une fois encore, puis totalement catastrophique dans la gestion politique postérieure de cette victoire des armes[[5]](#footnote-5). Elle débouchera sur une nouvelle version de la radicalité islamiste visant à se ménager un espace territorial. Il prendra forme en Irak avec d’importantes excroissances en Syrie.

L’universalisme américain traditionnel s’est alors transformé en une vaste opération de gendarmerie internationale qui échouera dans ses buts essentiels. En Afghanistan, les américains et leurs alliés ne parviendront pas à faire émerger de la mosaïque de tribus et de clans, un pouvoir politique reconnu à l’intérieur[[6]](#footnote-6). En Irak, les chiites gouvernants, divisés entre eux, seront incapables de s’entendre ni avec les minorités sunnites ni avec les kurdes. En Syrie les Etats-Unis laisseront la guerre civile se développer. Le président OBAMA, successeur de G.W. Bush, fixera des limites à ne pas franchir par le régime mafieux et répressif de B. El Assad mais renoncera finalement, faute de soutien de la part du Congrès, à les faire respecter.

Les déboires moyen-orientaux des Etats-Unis, secondés par ceux des européens, porteront un coup d’arrêt au regain de l’universalisme démocratique de l’après-guerre-froide. On aurait cependant tort d’y voir la cause majeure de leur changement d’orientation. Pour les gens de pouvoir occidentaux, l’enjeu essentiel dans les rapports de forces mondiaux se situe désormais ailleurs, dans le Pacifique et, plus précisément, en Asie. Il est donc jugé irréaliste, à leurs yeux, de tenter une pacification des vastes zones sous influence de l’Islam, en proie à des déchirements congénitaux qui ne pourront pas se résoudre de l’extérieur.

Mais il se trouve que les territoires en question sont détenteurs des ressources pétrolières et gazières les moins chères du monde. De plus, l’Iran chiite ambitionne de devenir une puissance nucléaire pas seulement civile, mais passablement militaire. Il n’est donc pas possible de se désintéresser complètement de l’évolution du chaudron moyen-oriental. En 2015, les européens, les russes, les chinois, parviennent à conclure un accord limitant les possibilités pour les persans d’accéder à l’arme nucléaire. Les principales faiblesses de l’accord, mises justement, en avant par les Etats-Unis, ont été de deux ordres. Il ne limite pas les facultés d’armement balistique des iraniens. Il ne régule pas leur ambition expansionniste (sujétions de l’Irak, de la Syrie, du Liban). Une autre faiblesse, à notre sens plus fondamentale et passée sous silence consacre une inégalité nucléaire entre Israël détenteur de l’arme fatale et le prétendant iranien.

L’administration TRUMP répudiera l’accord et portera l’affrontement avec les iraniens sur le terrain économique. En utilisant une disposition éprouvée : toutes les transactions en dollars effectuées en violation des embargos entraineront le bannissement des opérateurs concernés du marché américain. Les impacts mettent à genoux l’économie iranienne déjà anémiée. Ils pénalisent terriblement la population. En même temps ils ne manquent pas de renforcer les « gardiens de la révolution » qui rassemblent des nationalistes radicaux devenus affairistes car ayant mis la main sur de nombreux pans de l’économie.

Dès avant le début du siècle en cours les dirigeants des Etats-Unis se rendent à l’évidence qu’ils n’ont plus les moyens de dominer le monde et de faire prévaloir leurs idéaux très mâtinés d’intérêts mercantiles. Leur surpuissance militaire conçue pour exceller dans les guerres classiques, n’est plus adaptée à la lutte, à l’étranger, contre les guérillas ni à la résolution des multiples guerres civiles qui sévissent dans le monde. Les fleurons de leur économie ont réduit substantiellement leurs investissements domestiques afin de gagner plus d’argent dans les nouveaux marchés émergents d’Asie. Ils s’y implantent sous condition de transférer leurs technologies. A court terme, ils vont gagner beaucoup d’argent. Tout en faisant prospérer des concurrents redoutables, Chine en tête.

L’élection de D. TRUMP à la Présidence en novembre 2016 interviendra donc dans un contexte d’affaiblissement mondial des Etats-Unis. La nouvelle équipe au pouvoir affronte un dilemme latent depuis de nombreuses années. S’il n’est plus possible de régenter la planète il n’est pas non plus envisageable, vu l’internationalisation massive des intérêts, de recourir à la solution, déjà pratiquée par le passé, de l’isolationnisme. Le compromis bancal et incertain qui va être trouvé se résoudra en un nationalisme fervent selon lequel le pays phare de la démocratie, renonçant de facto à son idéal universaliste, ne voit plus dans son environnement, y compris ses alliés européens traditionnels, que des adversaires.

Le regain d’universalisme symbolisé par la destruction du mur de Berlin en 1991, aura duré un petit quart de siècle. Après quoi va se jouer une pièce dramatique de deux actes. La Chine néo-maoïste, renouvelant le soviétisme stalinien en le modifiant par des injections de capitalisme, revendiquera son propre universalisme de nation pauvre. Face à cette puissance devenue grande, les occidentaux s’engageront dans un examen de conscience très conflictuel revisitant dans une indéniable douleur les fondements intellectuels de leur civilisation

## ***Le nouvel examen de conscience occidental***

Les intellectuels occidentaux n’ont jamais cessé de réfléchir de manière critique à leur civilisation. Les bienfaits et les méfaits, les aspects positifs comme négatifs ont été soumis à un inventaire permanent. Leur démarche fait honneur à la civilisation planétaire. Mais les bilans dressés par les esprits critiques, bien que grevés de lourds passifs, n’avaient pas, jusqu’à présent, réussi à insuffler dans les esprits publics la conviction qu’ils étaient, globalement négatifs.

Le fait nouveau de notre actualité consiste en une réévaluation plurielle et massive des bilans antérieurs et, surtout, du côté d’un alourdissement des passifs. Les jeunes esprits avaient été pendant longtemps éduqués dans la révérence et l’admiration des « grands hommes », personnages principaux des « romans nationaux ». Les éminentes figures de l’histoire se voyaient exonérées de leurs opinions et conduites discutables en raison de la richesse de leurs apports au bien commun. Les séquences peu glorieuses n’étaient présentées que sous un mode mineur, voire oblitérées ou déformées. Aux Etats-Unis, A. LINCOLN, qui rayonne au panthéon de l’histoire américaine, grand vainqueur de la sécession des états esclavagistes du sud, a été glorifié comme « ami des noirs ». On oubliait qu’il était, en même temps, partisan déclaré du maintien de la suprématie blanche. Avant lui, l’élimination des populations d’origine indienne, peu nombreuses, a été minimisée dans les opinions car les colons ont apporté la prospérité à des millions d’immigrants venus d’Europe. En Amérique du sud, l’enrichissement de l’Espagne et du Portugal a relégué au second plan, le sort effroyable réservé aux indigènes et à leurs civilisations ancestrales. En Europe, l’assujettissement de l’Inde par la Grande-Bretagne a été jugé parfaitement acceptable au nom d’une vocation civilisatrice. En effet, un ordre a bien été instauré dans une poudrière de royaumes en guerre permanente. En contrepartie, des centaines de milliers de britanniques ont tiré parti de l’exploitation sans scrupule de la nouvelle colonie impériale, tout en la dotant, reconnaissons-le, de structures juridiques et politiques, d’infrastructures qui survivront bien après leur départ. Le grand W. CHURCHILL, héros inoubliable du Royaume-Uni, résistant acharné à l’entreprise nazie, aura été, auparavant, le contempteur des mœurs et de la civilisation hindoue, l’avocat d’une répression sans pitié des indépendantistes irlandais. Son prestigieux bilan de la seconde guerre mondiale, éclipsera les éléments controversés de son passé politique. En Europe continentale, Colbert, ingénieur de la puissance française fait oublier l’élaboration du « code noir », réglementation de l’esclavage. Napoléon Bonaparte a stabilisé le processus révolutionnaire initié en 1789, posé les bases déterminantes de la France moderne. L’éclat de ses réalisations intérieures efface les méfaits de son impérialisme, le caractère dictatorial de son règne, les millions de morts de ses campagnes militaires, le rétablissement de l’esclavage aux Antilles.

A présent, dans tous les pays démocratiques, les zones d’ombres des grands personnages sont remises en pleine lumière. Les artisans d’un tel changement sont des intellectuels et des politiques animés par des buts dont il faut souligner le caractère assez hétérogène. Dans le vaste conglomérat des voix critiques, les inlassables chercheurs de la vérité sont légion. Leurs préoccupations, leurs objectifs, s’inscrivent dans la longue lignée des promoteurs de l’humanisme et de la recherche du vrai. Ils doivent, toutefois, cohabiter avec d’autres intellectuels pour qui la destruction des « romans nationaux », le détachement des valeurs communément admises jusqu’à présent, offre une opportunité inespérée de faire imploser les régimes en place.

L’évolution en cours ne peut être comprise sans se référer aux imprégnations séculaires de la culture religieuse à dominante chrétienne. Cette culture nous enseigne depuis des siècles que l’humanité est congénitalement pècheresse. Sa rédemption n’apparaît pas possible sur terre mais seulement dans le ciel, après nos vies physiques temporaires, sous condition que ces dernières aient été suffisamment vertueuses. Ce qui explique, la propension des esprits occidentaux à battre si facilement leur coulpe. Le recul des pratiques religieuses ne l’a pas fait disparaître mais l’a réactivé sous des formes sécularisées. Il a même favorisé des adhésions mondiales aux dévotions mystiques et millénaristes comme l’atteste l’emprise grandissante des églises évangélistes. Ce qui nous invite à ne pas confondre les institutions religieuses, l’observation des rites, avec la religiosité et la quête d’absolu pénétrant et inspirant les esprits humains les plus sécularisés.

Il n’est cependant pas possible de comprendre l’évolution contemporaine à la seule lumière des facteurs d’origine ou d’essence religieuse. Nous devons y adjoindre un autre élément d’explication relevant de la spiritualité. Il nous paraît que les échecs répétés des religions de substitution, dites séculières, ont joué un grand rôle dans le déclin de l’universalisme des Lumières. En France, le fiasco de l’entreprise robespierriste d’instaurer le culte de « L’Etre Suprême » a été le prologue à l’expansion fulgurante mais éphémère de la religion inspirée du marxisme-léninisme dans sa version du XXème siècle.

L’équilibre des imaginaires traditionnels au cours des siècles derniers reposait fragilement sur deux bases qui se combattaient tout en se complétant. D’un côté la croyance dans une amélioration continue et sans limite de la civilisation forte des progrès de la Raison répandues par les éducations. Elle alimentait la foi en une modernité pacifiquement progressiste. De l’autre la conviction que le meilleur ne pourrait survenir qu’en renversant les tables de la loi en utilisant, s’il le fallait, les moyens de la violence. Les intellectuels se répartissaient entre les deux versants de cette dialectique immémoriale. Leurs critiques de l’existant avaient pour mérite d’engendrer des améliorations de nos conditions d’existence. Simultanément, ils entretenaient la flamme des transcendances séculaires et parareligieuses. Un tel équilibre relativement instable s’est rompu avec l’effondrement des grandes entreprises révolutionnaires séculières et mystiques. Dans ce champ de ruines, a survécu, aux côtés des nouveaux millénarismes, le travail critique des esprits éduqués. Les auteurs se sont amplement spécialisés dans la « déconstruction » des convictions et des réalités les plus diverses. Ils se sont abusivement persuadés que leurs productions essentiellement contestataires, indiquaient, en creux, les chemins à emprunter par les gens de pouvoir réformateurs. Or ils ne leur ont apporté que très peu de matériaux opérationnels pour corriger les insuffisances pratiques de l’universalisme. Ce faisant, ils ont surtout précipité nos sociétés dans des débats bien trop souvent délétères.

Pourtant les analyses précédentes ne nous en disent pas suffisamment à propos des causes profondes de la nouvelle introspection occidentale, passablement nombriliste, lourdement lestée de victimisation comme de nihilisme. Elle a beaucoup à voir avec l’évènement majeur que représente l’émergence dans les rapports de puissance entre les sociétés, des nations, antérieurement subordonnées. Ces nations ont réussi à se doter de capacités de production supérieures dans de nombreux domaines. Elles détiennent la majeure partie des ressources naturelles indispensables à la survie des anciens riches. Elles ont conquis des positions de premier plan dans les institutions internationales régulatrices du devenir mondial.

Le désarroi occidental associe les influences intellectuelles religieuses et celles des transformations d’ordre économique et financier. Il apparaît très difficile de les comprendre à la lumière de l’analyse marxiste prônant l’hégémonie des changements issus des modes de production matériels. Les facteurs d’évolution se sont étroitement entremêlés. Les universitaires français ont été à la pointe du combat occidental jusqu’au moment, plus récent, où les élites intellectuelles nord-américaines ont pris le relais.

## ***Les rejets de l’universalisme occidental***

Le fait primordial, selon nous, est que les rejets de l’universalisme occidental ont particulièrement prospéré dans les populations jeunes des universités appelées à devenir les cadres de leurs nations. Dans certains pays, surtout en Europe, d’autres jeunes, dans les cycles d’enseignement secondaires, issus de l’immigration, bien souvent à l’instigation de leurs parents, manifestent en classe le refus de souscrire aux valeurs officiellement enseignées. Les éducateurs qui veulent se faire apprécier par leurs élèves et leurs étudiants en leur délivrant les discours qui seront les mieux acceptés, détiennent une part de responsabilité certaine. Beaucoup d’autres, au contraire, résistent au flot des rejets avec le sentiment qu’ils mènent un combat désespéré. Ils savent, aussi, que l’esprit de jeunes se façonne désormais, pour une part importante, en dehors des institutions éducatives.

Dans le mouvement des rejets de l’universalisme les éléments positifs s’entremêlent avec d’autres, franchement régressifs. Il est parfaitement compréhensible et légitime de vouloir démystifier les hypocrisies et les comportements déviants ayant endommagé les idéaux inscrits dans les chartes constitutionnelles. Ce à quoi se sont massivement employés, depuis toujours, les historiens, les sociologues, les philosophes et les romanciers. Qu’il faille évaluer les grands acteurs ayant exercé les pouvoirs les plus divers selon une plus juste mesure participe à la quête éternelle et nécessaire de la vérité. Dans ce cas nous n’avons pas vraiment affaire à de véritables rejets de l’universalisme, mais à des désirs d’assainissement des mœurs établis qui le contredisent.

Les véritables rejets vont beaucoup loin dans la négation des fondements de nos civilisations. Ceux qui les revendiquent forment une coalition passablement hétéroclite prenant appui sur des difficultés sociétales de divers ordres profondément liées aux rapports entre les générations découlant du vieillissement des populations.

La place réservée aux jeunes dans nos sociétés ne convient pas à une majorité d’entre eux. Ils sont extrêmement nombreux à estimer que leur sort futur sera moins favorable que celui des générations précédentes. Leurs anticipations s’assombrissent lorsqu’ils examinent les héritages qu’on leur promet : des monceaux de dettes financières à honorer, des dommages environnementaux à réparer, de multiples incertitudes empêchant de prévoir un avenir stabilisé. Tel est, à notre sens, le terreau ayant permis la germination des rejets radicaux.

Les difficultés de nos sociétés à faire vivre ensemble les différentes classes sociales ont été durablement atténuées par des politiques réformistes d’inspiration sociale-démocrate. Il n’en a pas été de même s’agissant de la cohabitation des ethnies, les problèmes étant particulièrement avivés en raison des arrivées nouvelles d’immigrés.

Aux Etats-Unis, les populations noires continuent à faire l’objet de discriminations et d’un racisme endémique de la part de fractions importantes de la population blanche. Dans les années soixante du précédent siècle les législations qui leur étaient défavorables ont été activement démantelées. Il en subsiste encore des résidus comme, par exemple, celles qui consistent, dans certains Etats fédérés, à restreindre par divers procédés en limite de la loi l’accès au droit de vote[[7]](#footnote-7). Malgré les avancées importantes que personne de bonne foi ne peut nier, les noirs occupent une très forte place au sein du prolétariat américain. Ils occupent massivement les emplois de bas de gamme ainsi que le premier rang dans les consommations de drogues dures et fournissent les plus abondantes cohortes de prisonniers condamnés pour crimes et délits. Les africains ont été importés de force pour faire vivre une économie esclavagiste dans les plantations du sud. Les nouvelles générations d’immigrés, d’origine hispanique et, secondairement, asiatique, ont afflué plus librement, mais dans leur grande majorité, sont contraintes de se positionner dans les bas étages de la pyramide sociale. D’où des affinités dans les revendications pour plus d’égalité sociale entre noirs et hispaniques, mais, aussi, d’amples rivalités intercommunautaires, ces nouveaux venus du continent américain ayant plus de facilités à s’intégrer. La culpabilité des jeunes générations vis-à-vis des passifs de leur civilisation a récemment débouché sur une nouvelle conception du racisme, contraire à celle de l’universalisme traditionnel. Les blancs seraient intrinsèquement suprématistes, sans le savoir, colonialistes par essence. Mentalités nouvelles qui se sont répandues à vive allure dans les universités. Elles ne sont pas sans rappeler l’opprobre ayant frappé les juifs d’Europe coupables d’avoir infiltré les divers pouvoirs au détriment des bons aryens germaniques. Les juifs étaient certes minoritaires alors que les blancs américains à occupent une position majoritaire. Mais ces derniers ne cessent de se voir promis à l’état de minorités à reléguer.

En Europe, les nouvelles couches d’immigrés ne sont pas entrées du fait de l’importation d’esclaves. Bien que des armateurs aient prospéré au 18ème siècle dans le commerce de la traite. En fait, ils destinaient leurs cargaisons africaines à l’outre-Atlantique. Dans un premier temps, diversement prolongé selon les pays, les nouveaux immigrés ont été recrutés afin de combler les manques de main-d’œuvre locale. Puis ces immigrés ont été autorisés à faire venir leurs familles pour des raisons humanitaires et honorables. Celles-ci sont venues avec leurs modes de vie, leurs affiliations religieuses, leurs cultures, acquises dans les pays d’origine. Avec un niveau d’éducation assez faible, en règle générale. Les immigrés ont occupé les emplois délaissés par les autochtones, assurant les tâches les plus dures et les moins bien rémunérées. Les nouveaux arrivants ont accepté de telles réalités aussi longtemps qu’ils espéraient, moins pour eux-mêmes que pour leurs enfants, un avenir meilleur que le leur. Dans beaucoup de pays, leurs espérances ont été amplement déçues. Ces communautés immigrées, devenues importantes tout en restant minoritaires, se sont repliées sur elles-mêmes, c’est à dire sur les armatures religieuses et intellectuelles des sociétés dont elles étaient issues. Les jeunes se sont aperçus que le système éducatif de leur nouveau pays de résidence, ses pratiques, ne leur laisseraient que peu d’espoir de s’élever au-delà et au-dessus de leur condition initiale. La prise de conscience a engendré plusieurs types de comportements : l’adhésion aux valeurs et normes des pays d’accueil pour les minorités les plus douées (qui, souvent, bénéficiaient d’appuis familiaux solides) , la résignation insatisfaite de la part du plus grand nombre, la révolte militante pouvant aller jusqu’au terrorisme, la flibuste et la délinquance reposant sur des trafics divers avec prédominance des réseaux exploitant les marchés de la drogue.

Comme les phénomènes que l’on vient d’exposer plongent leurs racines dans le passé colonial, il était inévitable que son histoire soit revisitée, réévaluée. Elle l’a été diversement dans les pays occidentaux mais les intellectuels contestataires ont imposé l’idée que les libérations décolonisatrices ayant eu lieu avaient été plus juridiques et formelles que réelles. Ils n’ont pas éprouvé de grandes difficultés à étayer leurs thèses. De nouveaux potentats dépendant du soutien militaire et politique des métropoles colonisatrices ont défendu la préservation des intérêts économiques préexistants. Les critiques de la décolonisation en sont venus, pour certains, à identifier l’universalisme à la suprématie de « l’homme blanc »qui avait continué à s’affirmer comme dominant ne renonçant ni à sa bonne conscience ni à ses privilèges. La « blanchéité » s’est vue assimilée à la symbolique de la servitude infligée aux peuples de couleur. Il fallait donc la « déconstruire » en abaissant le sentiment de supériorité des « coloniaux ». La logique de cette conception conduisait à une vision raciale des problèmes de cohabitation sociétale puisqu’il fallait déboulonner l’homme blanc de son piédestal supposé. A commencer par ses statuaires. Il fallait, également, révoquer en doute le combat antiraciste traditionnel, jugé trop insuffisant dans ses résultats. On a alors assisté à la floraison des militances produisant un « antiracisme inversé » exaltant l’identité des minorités réellement ou potentiellement opprimées. Les promoteurs de ces idéologies ne visaient plus à rechercher les moyens de faire vivre paisiblement ensemble les ethnies présentes dans un même territoire mais abattre les blancs dominants pour y substituer la conquête des pouvoirs par les dominés.

Face à une telle offensive, les blancs pauvres, chez les anciens colonisateurs, à la suite, dans nombre de cas de déclassements personnels, ont réagi en se considérant comme victime des invasions d’allogènes issus des anciennes colonies. Leurs ralliements à des obédiences populistes a été spectaculaire, approfondissant, ainsi les fractures des sociétés de type occidental. L’antiracisme d’hier s’est vu combattu par l’éclosion des revendications des minorités. Pour leurs partisans militants et leurs soutiens électoraux, il était impératif que les blancs se présentent à leur tribunal historique à la manière des bourgeois de Calais : la corde au cou[[8]](#footnote-8). Pour leurs adversaires les plus résolus il devenait impératif d’arrêter les invasions d’étrangers.

Les rejets de l’universalisme occidental traditionnel ont été construits par des militances dénonçant ce qui était facile, les écarts, manifestement considérables entre les principes officialisés et les réalités vécues. Ils seront portés, vulgarisés, par les « minorités agissantes », comme il en a toujours été le cas dans l’histoire.

Lorsqu’elles ont atteints leurs buts, ces minorités ont réussi à rallier à leurs conceptions, leurs manières de percevoir le présent et l’avenir, une fraction des populations composées de gens ordinaires pour des motifs mêlant de manière assez inextricable la morale et les intérêts. Leurs forces de persuasion dépendaient de la popularisation de modèles de sociétés alternatifs dotés d’une certaine cohérence intellectuelle et d’une faisabilité pratique. On n’observe pas, actuellement la conjonction de tels atouts en leur faveur. Les contestataires de l’universalisme ont installé sur la place publique une sorte de marché aux puces des idées, un bric-à-brac intellectuel où les principaux articles proposés sont, aux côtés des éternelles revendications égalitaristes, de plus en plus élargies aux questions de sexes, un néo-moralisme exigeant la vertu, surtout pour les autres, la dépréciation des autorités en place, des aspirations libertaires pour les individus cohabitant avec des appels à une remise en ordre sociétale aux contenus fréquemment contradictoires.

La grande introspection occidentale, narcissique, à laquelle on assiste sur fond de contestation de la précédente phase de globalisation, plonge les populations dans ce que certains observateurs ont décrit comme une « insécurité culturelle ». D’autant plus perturbante qu’elle intervient dans une phase de mutation planétaire précipitée. Il apparaît indéniable que les gens ordinaires pâtissent d’être tiraillés entre des messages et des exigences contradictoires affectant d’autant plus leurs comportements qu’ils circulent dans un climat de vindicte, de complaintes des victimes réellement ou imaginairement offensées. De plus, l’insécurité culturelle a glissé ces temps derniers vers un sentiment plus répandu qu’auparavant d’insécurité physique. L’impératif de faire régner l’ordre, y compris par la coercition, s’est hissé à un rang éminent dans les demandes citoyennes. Le désordre dans les esprits a provoqué des répliques fondées sur des réflexes de repli et la désignation de «boucs émissaires ». Les immigrés ont été les premiers à en faire les frais. Le fait qu’ils comportaient en leur sein des marginaux terroristes que leurs congénères évitaient de désavouer a singulièrement aggravé leur cas. L’universalisme s’est réduit à des attitudes défensives d’un modèle de civilisation aux repères et aux valeurs vacillantes.

#

# ***Conclusions***

L’universalisme occidental se présente comme un composé de valeurs et d’institutions dépendantes d’un mode de production en même temps qu’elles influencent puissamment ce dernier. Il s’avère donc très difficile de dissocier les principes et les conditions matérielles de leur application. Les composantes intellectuelles et spirituelles ont beaucoup déterminé les manières de produire de la richesse matérielle. La proposition inverse est tout aussi vraie. En vérité l’universalisme réel ne peut-être qu’un mélange de bon grain et d’ivraie. C’est ainsi que son essor a associé, s’agissant de la production des richesses indispensable à la vie humaine, les génies d’inventeurs et des désirs de cupidité. Seules comptent vraiment les proportions du mélange.

La crise actuelle puise une partie de son dynamisme dans un mouvement ayant pris son essor au cours du siècle précédent. On a vu progressivement s’inverser les rapports de forces entre les occidentaux et le reste du monde que les premiers dominaient sur tous les plans. La Chine, l’Inde, l’Afrique, soit la majorité du peuplement planétaire, ont conquis beaucoup d’indépendance matérielle et, plus encore, de souveraineté politique. Un universalisme des pauvres a cherché, assez légitimement à se distinguer de celui des riches. On ne peut pas prétendre aujourd’hui qu’il ait réussi à concevoir une alternative globale. Les indépendances conquises ont été obtenues au nom des valeurs et de principes reconnus et majoritairement adoptés en occident. Pas en fonction de leur récusation. Aujourd’hui, les nations prolétaires, majoritaires en termes de population, sont tiraillées entre la volonté de leurs élites d’offrir cette alternative globale à l’idéologie des anciens dominants et la récupération de leurs valeurs. En Chine on assiste à un regain d’attirance pour le confucianisme. En Inde l’hindouisme s’est exacerbé au point où l’élimination des minorités musulmanes encore nombreuses fait, désormais partie de la ligne de conduite officielle. Dans les deux cas, la richesse ancestrale des doctrines fondatrices se voit manipulée et torturée par des injections de nationalisme qui en défigurent les meilleurs enseignements.

Les adversaires extérieurs de l’universalisme occidental, à défaut d’offrir une alternative globale, intellectuellement cohérente et réellement praticable se sont réfugiés dans une pratique en plein essor, grâce au progrès de l’informatique. Elle a pour but premier d’introduire des coins dans les failles, très nombreuses, des systèmes libéraux afin de les déstabiliser. Il y a là une différence stratégique majeure avec la propagande communiste originelle qui vulgarisait les « lendemains qui chantent » en promettant que chacun cesserait d’être traité en fonction de ses moyens et le serait en considération de ses besoins. La cyberguerre qui sévit maintenant se présente d’abord comme une arme d’affaiblissement de l’adversaire et non plus comme un outil de propagande classique. Il est assez significatif que les russes disposent de « hackers » d’envergure. Ils servent, pour ainsi dire ; d’antidotes aux échecs économiques magistraux du régime. La Chine, pour sa part déploie tous les moyens disponibles pour vanter les mérites de son régime de capitalisme d’Etat associé à la direction de sa société par un parti unique. Elle réussit à le faire adopter comme modèle par les autocraties de pauvres, en Afrique comme en Europe. Mais elle échoue, assez radicalement, à promouvoir des adeptes au sein des démocraties.

Nous concluons donc, sans hésitation, que l’universalisme des Lumières n’est pas vraiment menacé de l’extérieur mais beaucoup plus fragilisé de l’intérieur. On peut objecter à ce point de vue que l’extérieur détient de plus en plus les clés de la prospérité matérielle et place les nations riches dans une situation de dépendance qui les soumet à leurs fournisseurs. Face à une telle menace, les occidentaux ont réagi en favorisant le développement de contrefeux économiques extrêmement puissants symbolisés par la puissance démesurément accrue de leurs GAFAS. Ils ont, simultanément, déplacé profondément les grands débats sociétaux. Les affrontements classiques portant sur le partage des richesses ont continué leur carrière. Mais ils ont été élargis et supplantés par des interrogations nouvelles portant sur les aspects non-économiques de la civilisation : les sens à donner à la vie, les rapports entre les identités intellectuelles et collectives, les mœurs recevables etc.

Les évolutions que l’on vient de schématiser sont à la fois riches de promesses et de risques.

Le fait que les occidentaux en viennent à s’interroger à nouveau sur un ensemble de problèmes fondamentaux, en dehors et au-delà du sujet économique mérite d’être souligné, de prime abord, comme réellement positif. Le fait que la vie sur terre ne soit plus aussi assurée a joué un rôle salutaire l’évolution des mentalités. L’universalisme d’hier, celui des deux siècles précédents a dépéri parce qu’il accordait aux dynamiques du capitalisme des vertus excessives. Le politique récupère actuellement le terrain anciennement perdu. L’interrogation dominante des débats se focalise sur des sujets de morale individuelle et civique. Dans ces débats, envenimés par les réseaux sociaux, nous voyons ressurgir ce que les freudiens désigneraient comme le « retour du refoulé ». Les haines, les pathologies, que nos anciennes sociétés s’étaient évertuées à ignorer et réprimer, refont massivement surface. Pour vidanger les égouts, il faut d’abord identifier les détritus à évacuer. A cet égard, la libre expression des fantasmes et craintes sociétales peut être considérée comme une condition nécessaire de leur éradication.

Mais il faut bien reconnaître que le grand examen de conscience en cours dans nos pays s’est fortement emballé. Il débouche actuellement dans ses principaux foyers sur des climats de « guerre civile froide ». Les institutions démocratiques n’apparaissent plus aptes à civiliser les oppositions et à trancher les différends. Des minorités très actives occupent le devant de la scène tandis que la majorité des gens ordinaires se réfugie dans ses pré-carrés amoureux, amicaux, familiaux, communautaires, en considérant que la conception de l’avenir collectif lui échappe complètement. Pour une civilisation ayant dominé le monde, il s’agit d’un changement bouleversant.

Tandis que le grand psychodrame occidental exerce ses ravages, les révoltes ayant éclaté dans ce qu’on appelait naguère le « tiers-monde », réclamant que le peuple puisse se donner les pouvoirs qui lui conviennent trouvent leur inspiration dans les principes fondateurs de l’universalisme occidental. Les chances de sa survie ne sont donc pas minces.

Lorsqu’on se contraint à réfléchir sur les débats qui enflamment les forums occidentaux, on arrive rapidement à un assez triste constat : des enfants gâtés se déchirent entre eux en ignorant superbement le monde qui leur est extérieur et en restant convaincus que leurs débats intérieurs intéressent l’ensemble du monde.

L’universalisme occidental ne survivra qu’à la condition de modérer sensiblement ses prétentions. Certes, elles méritent, pour certaine, de ne pas être abandonnées. Tel est le cas pour la pleine reconnaissance de l’homosexualité, des désirs de changement de genre sexuel. En faire des emblèmes offensifs ne sert qu’à coaguler les adversaires et, surtout, à reléguer au second plan des problèmes fondamentaux comme la faim dans le monde, l’extinction des « guerres civiles chaudes » qui embrasent les pays pauvres.

Une bonne partie des esprits occidentaux se nourrissent d’une vision du monde qui n’existe plus. Ils disposent encore d’une telle puissance scientifique, militaire, économique et monétaire qu’ils s’imaginent encore capables de prolonger durablement le règne du monde d’avant.

Le grand succès du capitalisme qui a accompli l’exploit, jamais réalisé, de transformer des pauvres radicalement insolvables en consommateurs capables d’acquérir ses produits a joué un très grand rôle, réussissant à faire reconnaître que les solutions trouvées par les démocraties libérales présentaient un caractère universel. Le caractère exceptionnel qu’a présenté le développement asiatique paraît, pourtant, très difficilement reproductible en Afrique et même en Amérique du sud en raison d’une instabilité politique chronique et des profondes faiblesses des classes dirigeantes.

Dans les domaines scientifiques, technologiques, économiques et financiers les pays se réclamant des valeurs occidentales, le Japon et l’Australie faisant partie de cette galaxie, sont assurés de conserver une place enviable. Place qui ne peut plus être dominante. Evolution que l’on ne peut pas expertiser comme simplement malheureuse. La domination passée a été terriblement entachée de violations de ses principes fondateurs.

La crise de son universalisme que l’on vient d’analyser provient du fait que les forces de coercition mobilisées pour le répandre de par le monde ne sont plus capables de remplir leurs anciennes fonctions. A ce phénomène décisif s’ajoute une perte irréversible de la monopolisation des savoirs. L’adaptation à ce nouveau contexte s’effectue dans une certaine douleur. Elle s’effectue trop lentement car familles occidentales consacrent massivement leurs énergies à laver leur linge sale.

Aucune société ne peut vivre durablement si elle doute à l’excès de ses principes fondateurs. Les nôtres se sont laissés envahir par ce doute ravageur. Comme on l’a amplement souligné, les minorités militantes l’ont propagé pour des motifs qui mêlent le meilleur avec une forte dose de pire. Par conséquent le grand psychodrame occidental peut déboucher sur deux issues profondément différentes

Les processus de décomposition actuellement à l’œuvre peuvent fort bien se poursuivre et même s’accentuer. On les voit plutôt s’intensifier actuellement. A l’inverse on ne peut pas exclure une évolution plus heureuse qui verrait les tourmentes intérieures se calmer.

Aux luttes de classes traditionnelles, qui sont loin d’avoir disparu, se sont additionnées des luttes identitaires. De nouveaux murs se sont élevés engendrant des enfermements, des détestations intercommunautaires, des envies d’en découdre. Autant de tensions qui justifient le terme de « guerre civile froide » que l’on a employé. Les remèdes d’ordre économique utilisés par le passé pour les calmer ont perdu de leur efficacité car les principaux terrains d’affrontement sociétaux se sont déportés en dehors de leur champ d’action. Les troubles observés trouveront nécessairement des issues. Mais, pour le moment, on ne les voit pas se dessiner. Le renouvellement des compromis sociétaux n’est manifestement pas à l’ordre du jour en occident. Ni leurs contenus ni le moment historique où il pourrait intervenir ne sont rationnellement prévisibles.

Plusieurs constats nous autorisent à penser que le pire n’est pas sûr. Le sentiment que notre civilisation est mortelle et ne le mérite pas se répand, au-delà des cercles de l’intelligentsia. La prise de conscience du danger active, généralement, les réactions de défense. Surtout lorsqu’on dispose de moyens, ce qui est bien le cas. L’autre levier d’optimisme procède du fait que les adversaires de l’universalisme occidental n’ont pas réussi à lui opposer d’alternative globale, rationnellement cohérente et effectivement praticable. Les révoltes qui agitent en permanence le monde, on l’a dit, revendiquent l’application des principes établis et souvent trahis par leurs anciens dominants.

Il faut donc s’attendre, dans nos sociétés, à vivre une époque éminemment contradictoire. Avec une composante destructrice qui a toutes les chances de prospérer et une composante de résistance principalement soutenue par les « sans voix ». S’agissant de la première, le mouvement de culpabilisation, tourné vers le passé et ses impérialismes, ses dominations par la force, ne va pas s’apaiser de sitôt. Il satisfait le besoin de beaucoup d’intellectuels de déployer leur esprit critique et de donner des leçons à leurs semblables sans se frotter aux dures réalités du pouvoir. Il permet, aussi aux déclassés réels et potentiels de trouver des supports identifiables à leurs ressentiments. Sans parler de tous ceux qui s’estiment insuffisamment classés, frustrés que leurs qualités ne soient pas suffisamment reconnues. Cela fait beaucoup de monde. Les pulsions de destruction habitent l’esprit humain qui se sait lui-même voué à la disparition physique et qui continue à ne pas s’y résigner. La civilisation œuvre à les contenir avec des réussites sempiternellement temporaires et partielles. Face aux propensions fortement empruntes de nihilisme et de désespérances, nos sociétés comportent une majorité encore très importante de gens qui considèrent que les principes et les valeurs en usage, que les institutions qui les incarnent, ne sont peut-être pas les meilleures, mais que les substituts qu’on leur propose sont pires.

L’espoir de voir se maintenir l’universalisme de type occidental n’est donc pas chimérique. Les grands « péchés » extérieurs, impérialistes, qui l’ont accompagné ont, pour l’essentiel disparu. Les écarts entre les principes et les conduites n’ont pas disparu mais leur réduction a plutôt progressé. Le rayonnement des pays démocratiques ne peut plus, de toute évidence, reposer sur la contrainte comme elle s’est exercée depuis leur origine. Il dépend foncièrement d’une sérieuse résorption des écarts entre les principes et leur traduction concrète. Pour le moment nous n’en sommes pas encore arrivés là bien que les forces agissant en ce sens soient loin d’être marginales. Les mouvements de détestation et de contestation de l’universalisme occidental, répétons-le, pâtissent très fortement de leurs impuissances à proposer une alternative globale, c'est-à-dire civilisationnelle. La perte d’influence mondiale des occidentaux ne provient pas seulement de facteurs d’ordre économique, mais d’une dégradation de leur exemplarité dans les manières de vivre, de se gérer individuellement et collectivement. Les dirigeants de nos démocraties hésitent actuellement entre des stratégies de reconquête des positions économiques perdues et la reconnaissance des faits accomplis. L’universalisme de demain sera de moins en moins identifié à la puissance économique. Il est donc vain de tenter de la restaurer au-delà de la préservation des conditions de vie des gens ordinaires. L’essentiel est de faire admettre que nous vivons dans des pays privilégiés à cause de leurs principes de respect des droits individuels et de leur prise en charge des affaires collectives.

1. Bien avant l’exécution de LOUIS XVI en janvier 1793 a eu lieu celle de Charles Ier d’Angleterre en janvier 1649. [↑](#footnote-ref-1)
2. Seconde moitié du 19ème siècle et première moitié du 20ème. [↑](#footnote-ref-2)
3. Affirmation invitant à relativiser les analyses de Tocqueville au sujet de l’irréversible montée de l’égalitarisme. [↑](#footnote-ref-3)
4. Près de 3000. [↑](#footnote-ref-4)
5. Le proconsul américain P.BREMER licenciera tous les membres du parti Bas dont les militaires. Sans emplois, sans ressources, ils vont se reconvertir massivement en cadres du soulèvement islamiste. [↑](#footnote-ref-5)
6. Ils finiront, en 2020-2021, après avoir dépensé des centaines de milliards de dollars, à abandonner les maigres forces qui les soutenaient au sein de la population mais qui agissaient en faveur d’une transformation profonde du pays. Ces forces vont être réprimées et ramenées des années en arrière. [↑](#footnote-ref-6)
7. Réduction des bureaux de vote dans les zones de population noire, multiplications de formalités et de conditions à remplir pour être inscrit sur les listes électorales. [↑](#footnote-ref-7)
8. Calais terre britannique sous le règne d’Edouard III (14ème siècle) s’est rendue à la suite d’une long siège. Six édiles bourgeois ont été livrés comme otages. Ils ne seront pas exécutés mais graciés. [↑](#footnote-ref-8)